



COMITE DE GESTION DU FONDS DE COMPENSATION DU HANDICAP DE LA COLLECTIVITE DE CORSE

RÈGLEMENT INTERIEUR

VU l'article L 146-5 du Code de l'action sociale et des familles (CASF),

VU L'article L146-12-2 relatif à la Maison des Personnes Handicapées de la Collectivité de Corse,

Vu la Convention relative à la création du Comité de Gestion du Fonds de Compensation du Handicap de la Collectivité de Corse,

Vu la délibération de la Commission Exécutive du GIP « Maison Des Personnes Handicapées de la Collectivité de Corse », en date du , approuvant ladite convention,

Le règlement intérieur du Comité de gestion du Fonds de Compensation est adopté comme suit :

Article 1 - Missions

Le Comité de Gestion du Fonds de Compensation du Handicap de la Collectivité Corse a pour mission selon les dispositions de l'article L.146-5 du CASF :

- L'attribution d'aides financières destinées aux adultes bénéficiaires de l'ACTP, aux enfants et adultes bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) exclusivement pour une aide technique, pédagogique, un aménagement du logement, un aménagement du véhicule, et des charges exceptionnelles.
- L'attribution d'aides financières destinées aux enfants handicapés bénéficiaires de l'A.E.E.H. et d'un de ses compléments pour l'acquisition d'une aide technique, pédagogique, un aménagement du logement, du véhicule, et des charges exceptionnelles.
- Cependant à titre exceptionnel, les interventions du Fonds peuvent être élargies :
 - à la prise en charge des frais de transport des personnes handicapées, reconnues par la CDAPH, qui ont besoin d'un accompagnant, voire de deux, lors de déplacements dans le cadre d'interventions chirurgicales ou d'examens particuliers non effectués en Corse, lorsque ces frais ne sont pas remboursés en totalité par l'assurance maladie ou d'autres organismes.
 - aux enfants handicapés orientés vers des établissements sociaux ou médico sociaux (ESMS) hors de Corse, faute de place, et dont les familles sont exposées à des frais de transport et d'hébergement.
 - aux parents des enfants orientés vers des établissements sociaux ou médico sociaux hors de Corse, faute de place, pour la prise en charge des frais de transport

et d'hébergement lorsque le déplacement s'inscrit dans le projet thérapeutique de l'enfant.

Ces aides doivent leur permettre de faire face aux frais de compensation restant à leur charge après déduction de la prestation de compensation et des autres aides de droit commun. Elles seront versées prioritairement au fournisseur après accord de la personne handicapée ou au bénéficiaire lui même. Ces frais de compensation ne doivent pas dépasser 10% des ressources nettes d'impôts. Le paiement sera limité aux frais engagés si ceux-ci sont inférieurs au montant de l'aide attribuée.

En cas de sur - financement, le bénéficiaire s'engage à rembourser le Fonds de Compensation.

Article 2 – Composition des sections locales

Le Comité de Gestion est composé de 2 sections locales : Ajaccio pour les dossiers de la Corse du Sud et Bastia pour les dossiers du territoire de la Haute Corse.

Les sections locales du Comité de Gestion du Fonds de Compensation sont chacune composées par un représentant de chacun des contributeurs.

Le secrétariat du Comité de Gestion est assuré par un agent de la section locale d'Ajaccio pour le territoire de la Corse du Sud et par un agent de la section locale de Bastia pour le territoire de la Haute - Corse, désignés par le directeur du site MDPHCC de chacune des sections locales.

Article 3 - Fonctionnement

Chaque section locale du Comité de Gestion se réunit autant que de besoin.

Article 4 - Modalités d'étude des dossiers

Chaque section locale du Comité de Gestion étudie les dossiers déclarés complets, à partir des propositions formulées dans le plan personnalisé de compensation et après décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie conformément à l'article 1 du présent règlement et à la convention relative aux modalités d'organisation et de fonctionnement du fonds de compensation de la MDPH de la Collectivité de Corse.

Les dossiers sont examinés au vu des éléments suivants :

- Le montant restant à la charge de l'intéressé déduction faite de la prestation de compensation et le cas échéant des autres aides sollicitées ou obtenues. (le fonds n'intervient pas si le reste à charge est inférieur ou égal à 50 €).
- La synthèse de l'évaluation globale de la personne en situation de handicap et du plan personnalisé de compensation.
- La capacité contributive du demandeur en fonction de sa situation sociale et financière.
- Les demandes pour lesquelles les achats ou les travaux ont été effectués et financés sans aucun avis technique ne seront pas prises en compte sauf cas exceptionnel.
- Le Comité de Gestion peut demander un complément d'information et ajourner un dossier ou émettre un refus motivé.

La décision prise est notifiée par la section locale du Comité de Gestion à l'intéressé. En cas d'accord, ce dernier s'engage à fournir au secrétariat de la section locale du Comité de gestion une facture avec certification du service fait dans un délai raisonnable ne pouvant excéder 3 ans pour l'aménagement du logement et 1 an pour les autres éléments de la PCH pris en compte de manière à

déclencher le versement de l'aide attribuée. Au terme de ces délais, le bénéficiaire est informé de la caducité de la décision.

Article 5 - Le Secrétariat des sections locales du Comité de Gestion

Le secrétaire de chaque section locale du Comité de Gestion, sous l'autorité du Directeur de la Maison Des Personnes Handicapées de la Collectivité de Corse ou son adjoint, présente les dossiers inscrits à l'ordre du jour et établit une proposition d'aide.

Il fait viser en fin de séance, par le Président de la section locale du Comité de Gestion, le compte rendu de réunion sur la base du tableau récapitulatif des dossiers présentés additionné des montants accordés et accompagné de la feuille d'émargement des membres présents.

Il dresse le tableau récapitulatif des montants accordés et l'adresse au comptable de la Maison des Personnes Handicapées de la Collectivité de Corse accompagné de toutes les pièces administratives et financières nécessaires au mandatement de l'aide aux fournisseurs ou aux bénéficiaires.

Il prépare les décisions d'attribution ou de rejet, et les notifie aux intéressés après signature du Président de la commission.

Il rédige un compte rendu annuel d'activité du Comité de Gestion Local du fonds de Compensation et un bilan financier.

Il conserve les pièces justificatives (5 ans).

Le Comité de Gestion du Fonds de Compensation sera tenu informé par le Directeur de la Maison Départementale Des Personnes Handicapées des éventuelles difficultés rencontrées afin de proposer si besoin une amélioration du dispositif.

Le présent règlement pourra être amendé à tout moment.

Fait à Bastia le

Le Président du Comité de Gestion

Site MDPHCC de Bastia

Fait à Ajaccio, le

Le Président du Comité de Gestion

Site MDPHCC d'Ajaccio